

Chronologie des ordonnances de réforme du code du travail

Mise à jour au 15 juin 2018

1^{er} juin	Rejet par le Conseil d'État de l'ensemble des recours exercés par les syndicats (6 FO, 5 CGT, 1CFDT) pour excès de pouvoir contre certaines ordonnances, dont celle sur la négociation collective et l'organisation des relations sociales dans les TPE
31 mars	Publication de la loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social : https://bit.ly/2H8YmHD
21 mars	Validation de l'essentiel des ordonnances par le Conseil constitutionnel, exception du 9 ^e § de l'article 6 en cas d'annulation de l'élection de membres du CSE et des « cavaliers » des articles 9, 12, 14 et 20
21 février	Saisine du Conseil constitutionnel sur plusieurs points du projet de loi de ratification des ordonnances
14 février	Dernier vote du projet de loi de ratification des ordonnances au Sénat
6 février	Vote définitif de l'Assemblée nationale du projet de loi de ratification des ordonnances
31 janvier	Accord entre députés et sénateurs sur le texte final de la loi de ratification des ordonnances
31 janvier	Commission mixte paritaire pour arriver à un texte commun des 2 Assemblées du projet de loi de ratification des ordonnances
24 janvier	Adoption par le Sénat, avec modifications, du projet de loi ratifiant les ordonnances
23 janvier 2018	Début de l'examen du projet de ratification des ordonnances au Sénat
30 décembre	Décret n° 2016-1999 (JO du 31 décembre !) : mise en œuvre du CPA pour les non salariés http://bit.ly/2EtKegs
29 décembre	Arrêté n° SSAS1736425A nommant le liquidateur du fonds finançant le C3P
29 décembre	Arrêtés numéros SSAS1736544A, SSAS1736545A, SSAS1736546A, SSAS1736551A, SSAS1736552A relatifs au C2P
29 décembre	Arrêtés n° MTRD1736794A et rectificatif MTRD1800675A sur la dématérialisation des procédures de RCC (ruptures conventionnelles collectives)
29 décembre	Décret n° 2017-1880 : abondement du CPF des salariés licenciés suite au refus d'une modification du contrat de travail suite à la négociation d'un accord d'entreprise http://bit.ly/2CuDisA
29 décembre	Décret n° 2017-1879 : mises à disposition temporaire de travailleurs entre entreprises dans un but non lucratif http://bit.ly/2zTAwKP
29 décembre	Décret n° 2017-1820 : modèles types de lettres de notification de licenciement http://bit.ly/2zP1piJ
29 décembre	Décret n° 2017-1819 sur les modalités de fonctionnement d'un CSE http://bit.ly/2q432d4
29 décembre	Décret n° 2017-1815 fixant les conditions d'octroi et les modalités de financement de l'abondement du CPF des victimes d'AT-MP http://bit.ly/2CrImOr
29 décembre	Décret n° 2017-1814 fixant les modalités d'abondement du CPF des victimes d'AT-MP http://bit.ly/2DyxrIC
29 décembre	Décret n° 2017-1813 modifiant le décret n° 2016-1102 du 11 août 2016 sur le C3P http://bit.ly/2lnr7q6
28 décembre	Décret n° 2017-1818 sur la prise en charge de la rémunération des salariés participant aux négociations de branche http://bit.ly/2luJCZd

27 décembre	Décret n° 2017-1769 sur la prévention et la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte personnel de prévention (C2P) : accords sur la prévention des effets de l'exposition à certains facteurs et au C2P http://bit.ly/2BNtsRF
27 décembre	Décret n° 2017-1768 sur la prévention et la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte personnel de prévention (C2P) : modification des dispositifs réglementaires pour les accords de prévention des effets de l'exposition à certains facteurs http://bit.ly/2Dsyd3r
27 décembre	Décret n° 2017-1766 de dissolution du fonds chargé du financement des droits liés au C3P http://bit.ly/2BQo2p6
26 décembre	Arrêté SSAS1732464A fixant la liste des maladies professionnelles permettant un départ anticipé en cas d'incapacité permanente due à certains facteurs de risques professionnels
26 décembre	Décret n° 2017-1767 sur les modalités d'approbation des accords dans les TPE http://bit.ly/2E9Ei5N
21 décembre	Vote positif des ordonnances par la Commission des affaires sociales du Sénat. Examen en plénière à partir du 23 janvier
21 décembre	Décret n° 2017-1725 sur la procédure de reclassement interne sur le territoire national en cas de licenciement économique http://bit.ly/2Bzt78Z
20 décembre	6 ^{ème} ordonnance n° 2017-1718 du 20 décembre 2017, publiée le 21 décembre http://bit.ly/2lcgGWD
20 décembre	Décret n° 2017-1724 sur la mise en œuvre des ruptures conventionnelles collectives http://bit.ly/2Dv1sDq
20 décembre	Décret n°2017-1723 sur l'autorité compétente pour valider un accord collectif de rupture conventionnelle collective http://bit.ly/2pfztVd
15 décembre	Décret n° 2017-1703 sur le renforcement de la négociation collective http://bit.ly/2DoCZjo
15 décembre	Décret n°2017-1702 sur la procédure de précision des motifs des lettres de licenciement http://bit.ly/2kf6col
15 décembre	Décret n° 2017-1968 : mesures de procédure devant le conseil de prud'hommes http://bit.ly/2k63Jgk
14 décembre	Décret n°2017-1689 relatif au groupe d'experts (code du travail L.2261-27-1) http://bit.ly/2k56bUm
8 décembre	Un projet de décret, consacré au CSE traite de modalités d'expertise et celles de mise en place de la BDES, est soumis à la consultation de la CNNC (Commission nationale de la négociation collective)
7 décembre	Refus du Conseil d'État de la demande de la CGT de suspendre en urgence plusieurs articles des ordonnances (encadrement des indemnités prud'homales, précision des motifs après un licenciement, fusion obligatoire des IRP, périmètre d'appréciation d'un licenciement économique dans une entreprise appartenant à un groupe international)
6 décembre	Présentation d'un projet de décret au CA de la Cnav sur l'obligation de négocier la prévention dans une entreprise ou un groupe ayant un taux de sinistralité supérieur à 0,25, au 1 ^{er} janvier 2019
30 novembre	Décret n° 2017-1647 du 30 novembre 2017 relatif à la suppression du contrat de génération : fin sur la mise en suppression du contrat de génération http://bit.ly/2E7L6Bh
30 novembre	Décret n° 2017-1646 du 30 novembre 2017 relatif à la suppression du contrat de génération : poursuite des contrats déjà conclus http://bit.ly/2zGfDIX
30 novembre	Envoi aux partenaires sociaux d'un projet de décret comprenant 6 modèles de lettres types de licenciement
30 novembre	Le projet de 6 ^{ème} ordonnance, qui apportera des corrections aux 5 autres et certaines modifications, est soumis pour avis aux partenaires sociaux

28 novembre	Décret n° 2017-1612 du 28 novembre 2017, publié au JO du 29 novembre, sur les modalités de composition et de fonctionnement des observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation http://bit.ly/2pN7KLP
28 novembre	Vote solennel des ordonnances à l'Assemblée en 1 ^{ère} lecture à une forte majorité
23 novembre	Autre projet de décret présenté à la CNNC sur le délai de l'employeur (15 jours) pour préciser les motifs de licenciement après la notification d'un licenciement
23 novembre	Présentation d'un projet de décret à la CNNC sur les limites de transfert possible du reliquat de budget des activités sociales et culturelles au budget de fonctionnement
23 novembre	Présentation à la CNNC d'un projet de décret sur les règles de fonctionnement du CSE en cas d'intervention de plusieurs experts
23 novembre	Décret n°2017-1603 du 23 novembre portant modification des dispositions relatives à la désignation des membres de la Commission nationale de discipline des conseillers prud'hommes http://bit.ly/2zHolRa
23 novembre	Un projet de décret sur la prise en charge de la rémunération des salariés participant aux négociations de branche sera examiné lors de la réunion de la CNCP
23 novembre	Un projet de décret sur le prêt de main d'œuvre sera examiné en Commission nationale de la négociation collective : http://bit.ly/2jyMk2D
21-24 novembre	Examen du projet de loi de ratification des ordonnances à l'Assemblée nationale en plénière
13 novembre	Dépôt d'un recours par la CFDT devant le Conseil d'État contre le projet qui permet à l'employeur dans les entreprises de moins de 20 personnes de négocier directement avec les salariés
10 novembre	Décret n° 2017-1385 sur les conditions de la consultation des salariés dans les entreprises de 11 à 49 salariés et celles d'au moins 50 salariés : http://bit.ly/2mvCTSi
7 novembre	Transmission au Cnefop de 2 projets de décrets mettant fin au contrat de génération
7 novembre	Un projet de décret modifiant les modalités de reclassement des salariés en licenciement économique est examiné au Cnefop
7 novembre	Projets de 2 décrets sur les ruptures conventionnelles collectives soumis au Cnefop (Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle)
31 octobre-9 novembre	Examen du projet de loi de ratification des ordonnances par la Commission des affaires sociales de l'Assemblée
28 octobre	Confirmation de la préparation d'une ordonnance « balai » sur les « coquilles » des 5 ordonnances
26 octobre	Plusieurs projets de décrets sont soumis aux partenaires sociaux à la Commission nationale de la négociation collective (CNNC), dont ceux : - sur les moyens syndicaux, - sur les modalités du référendum dans les entreprises jusqu'à 20 salariés, - sur les modalités d'approbation par référendum des accords conclus avec des salariés mandatés non membres du CSE dans les entreprises de 11 à 19 salariés, - sur la réforme du compte de pénibilité, supprimant 4 facteurs, - sur l'abondement du CPF pour les salariés licenciés suite au refus d'application à leur contrat d'un accord de compétitivité, - sur la création des observatoires d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation, - sur la saisine, par le ministère du Travail, du groupe d'experts chargé d'apprécier les effets de l'extension d'un accord collectif
23 octobre	Consultation du Conseil supérieur de la prud'homie sur le projet de décret prud'hommes, en application de l'ordonnance prévisibilité et sécurisation des relations de travail
20 octobre	Transmission aux syndicats de projets de 2 décrets sur la fusion des instances représentatives du personnel : composition du comité social et

	économique (CSE), nombre de titulaires et heures de délégation ; limitation du nombre de mandats successifs des membres du CSE
27 septembre	Adoption du projet de loi de ratification des ordonnances en Conseil des ministres
25 septembre	Décret n° 2017-1398 du 25 septembre 2017 de revalorisation de 25 % des indemnités de licenciement : http://bit.ly/2iTxl8R
23 septembre	Publication des 5 ordonnances au Journal officiel : - Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective : http://bit.ly/2zb8nQq - Ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales : http://bit.ly/2yv5YP0 - Ordonnance n° 2017-1387 du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail : http://bit.ly/2xXLsqg - Ordonnance n° 2017-1388 du 22 septembre 2017 portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective : http://bit.ly/2j15Dkz - Ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention : http://bit.ly/2zbZNRC
22 septembre	Adoption des 5 projets d'ordonnances par le Conseil des ministres
16 septembre	Publication de la loi d'habilitation, après validation par le Conseil constitutionnel
31 août	Les 5 projets d'ordonnances sont rendus publics
2 août	Vote par le Parlement du projet de loi d'habilitation
12 juin-21 juillet	3 phases de concertation avec les partenaires sociaux sur la réforme du code du travail
23 mai 2017	Le président Macron reçoit les partenaires sociaux pour lancer sa réforme du code du travail